

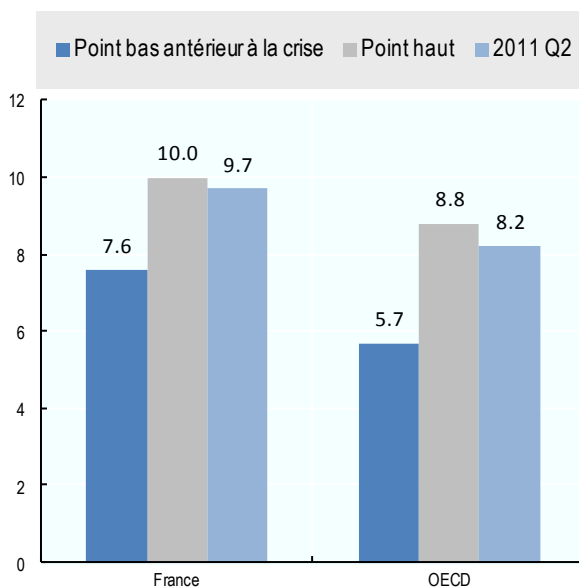


## Perspectives de l'emploi 2011 – La situation de la FRANCE

Les *Perspectives de l'emploi 2011* de l'OCDE indiquent **que la modeste reprise en place en France s'est traduite par une légère baisse du taux de chômage**. Le taux de chômage au sens du BIT est passé à 9.7 % au deuxième trimestre 2011 après le point haut de 10 % au quatrième trimestre 2009 (graphique 1). Au cours de la même période, le taux de chômage moyen de la zone OCDE a baissé un peu plus rapidement pour atteindre 8.2 % après un point haut de 8.8 %. Dans le récent contexte hésitant de la reprise économique, le retour du chômage à son niveau d'avant la crise devrait se ralentir temporairement.

Graphique 1. Taux de chômage pendant le récent ralentissement conjoncturel, France et moyenne OCDE

Taux de chômage harmonisé de l'OCDE en pourcentage de la population active<sup>a</sup>



a. Les points bas et les points hauts sont déterminés à l'aide de séries de PIB réel en niveau.  
Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

Selon l'OCDE, **l'augmentation du nombre de chômeurs indemnisés et celle du nombre de chômeurs ont été de pair pendant la récession**. Au cours des quatre premiers trimestres qui ont suivi le début de la crise, l'augmentation du nombre de personnes qui ont été indemnisées au titre du chômage a atteint plus de 60 % de celle du nombre de chômeurs. Ce ratio s'est hissé à près de 80 % pendant la seconde année de la crise, ce qui est nettement plus élevé que dans la majorité des pays de l'OCDE.

**En France, la part élevée de chômeurs de longue durée met sous pression la nouvelle mesure d'aide sociale** introduite en juin 2009, le revenu de solidarité active (RSA). Avant la crise, environ 40 % des chômeurs étaient au chômage depuis plus d'un an, contre environ 26 % en moyenne OCDE. Avec la crise, le nombre de chômeurs de longue durée s'est accru de près de 30 %. Un nombre important d'entre eux n'a plus (ou n'a jamais eu) droit aux allocations de chômage et peut avoir besoin de se tourner vers l'aide sociale apportée par le RSA. Une telle progression dans le nombre de bénéficiaires du RSA pourrait



constituer un test sérieux pour son efficacité à améliorer les incitations à travailler et à atténuer le risque d'assistance, deux objectifs prioritaires du RSA.

Selon les *Perspectives de l'emploi* 2011 de l'OCDE, il faudrait que **la France s'attaque à certains défis structurels qui continuent de persister sur le marché du travail. Les principaux défis sont les suivants :**

- **En France, les taux d'emploi des jeunes (15-24 ans) et des seniors (55-64 ans) sont relativement faibles.** Au premier trimestre 2011, le taux d'emploi des jeunes atteignait 29 %, sensiblement moins que la moyenne OCDE (38 %). Le taux d'emploi des seniors en France s'est bien maintenu pendant la crise et a même progressé de 2.4 points de pourcentage entre les premiers trimestres 2008 et 2011. Cependant, il reste significativement en-dessous de la moyenne OCDE (40 % en France au premier trimestre 2011 contre 54 % en moyenne OCDE).
- **La différenciation marquée entre contrats temporaires et permanents en France pourrait accroître la fragilité financière des travailleurs qui ont moins de sécurité d'emploi.** Une nouvelle analyse de l'OCDE sur la volatilité des gains dans les *Perspectives de l'emploi* 2011 montre qu'en comparaison des travailleurs permanents, les travailleurs temporaires, même ceux qui travaillent à temps complet, sont plus susceptibles d'avoir tant de fortes augmentations que de fortes diminutions de leurs gains d'une année à l'autre.
- **Près de la moitié des travailleurs en France estime que leurs qualifications sont sous-utilisées.** Une analyse de l'OCDE sur l'adéquation des qualifications sur le marché du travail dans les *Perspectives de l'emploi* 2011 a trouvé qu'environ 45 % des travailleurs en France estiment que leurs qualifications sont sous-utilisées dans leur emploi actuel, ce qui est nettement plus qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE (autour de 35 %). Ce résultat doit être repris avec prudence car il repose sur la déclaration des individus qui contient une bonne part de subjectivité. Une estimation de l'inadéquation des qualifications faite en comparant le niveau d'éducation formelle des travailleurs à celui requis par leur catégorie socio-professionnelle indique qu'environ 20 % des travailleurs en France sont surqualifiés, ce qui est inférieur à la moyenne OCDE (autour de 25%).

L'édition 2011 des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE* est disponible sur le site réservé aux journalistes, protégé par un **mot de passe**, ou sur demande auprès de la **Division des Relations Media**. Pour de plus amples informations, les journalistes sont priés de se mettre en rapport avec le chef de la Division d'analyse et de politique d'emploi, Mark Keese (tél : +33 1 45 24 87 94 ou e-mail : [mark.keese@oecd.org](mailto:mark.keese@oecd.org)) ou Paul Swaim (tél : +33 1 45 24 19 77 ou e-mail : [paul.swaim@oecd.org](mailto:paul.swaim@oecd.org)). Pour de plus amples informations consulter le site : [www.oecd.org/els/employment/outlook](http://www.oecd.org/els/employment/outlook).